



QUOI DE NEUF ?

NOUVELLES DE LA FONDATION HIRONDELLE | NUMÉRO 53 | AUTOMNE 2017



Débat organisé par la Fondation Hironnelle en RDC en 2016

© Catherine Trautes

Exister avec...

Exister en tant que média indépendant et au service de l'intérêt général face à un pouvoir politique fort ou un gouvernement corrompu n'est pas facile. Les relations, dans tous les pays aujourd'hui du fait notamment de la multiplication des canaux de communication, sont soit délicates, soit tendues soit parfois même conflictuelles. Si certains semblent le découvrir en France ou aux Etats-Unis, depuis plus de 20 ans, la Fondation Hironnelle, de par sa mission, travaille dans des pays où les relations avec les autorités sont toujours très compliquées et nécessitent un dialogue et une transparence continus.

Choissant de travailler légalement dans le pays où elle installe une opération, *a contrario* de « médias pirates » ou « off-shore », la Fondation Hironnelle a connu, du Liberia de Charles Taylor à la Centrafrique de François Bozizé, des périodes parfois difficiles avec des gouvernements à la fois autoritaires et fragiles. Le rôle des médias que la Fondation Hironnelle crée ou soutient n'est pas d'être des contre-pouvoirs en confrontation face à des régimes ou des groupes d'intérêts, mais d'exister avec, de fournir une information factuelle et équilibrée au plus grand nombre, en permettant aux citoyens d'être capables de changer ces rapports de force pour agir. C'est pour cela que ces médias sont respectés et suivis, y compris par les pouvoirs politiques des pays où nous travaillons. Mais ce *modus vivendi* est fragile, et requiert un soutien sur la durée pour se développer.

Caroline Vuillemin,
Directrice générale



Des journalistes devant le QG de Donald Trump lors de la soirée électorale du 8 novembre 2016 à New-York © 2016 Getty Images

LES MÉDIAS FACE AU POUVOIR

La mise en cause, parfois violente, de la légitimité des médias traditionnels n'est plus le seul fait de gouvernements autoritaires. Dans les démocraties, elle s'accompagne d'une relégation des médias par les réseaux sociaux.

Le premier semestre 2017 a été marqué, dans plusieurs pays de tradition démocratique, par des mises en cause et des pressions sans précédent des gouvernements contre les médias : tweets de la présidence des Etats-Unis contre les « fausses informations » et attaques directes du Président Donald Trump contre des médias « de référence », « verrouillage » de la communication du nouveau Président français Emmanuel Macron et déclarations de son entourage sur la nécessité parfois de « mentir » aux journalistes, plaintes juridiques déposées par des gouvernements pour fuites d'informations après la publication de projets de lois dans les médias... Parallèlement, la sécurité physique des journalistes empire dans de grands pays en voie de consolidation démocratique comme la Turquie, devenue depuis le putsch manqué de juillet 2016 la plus grande prison pour journalistes du monde, ou l'Inde, où le gouvernement nationaliste hindou lance des campagnes systématiques de menaces contre les journalistes qui se montrent critiques. Et la situation des médias ne s'améliore pas dans des pays de tradition autoritaire comme l'Egypte, la Russie ou la Chine,

pointant tous trois dans le dernier quart du classement 2017 de l'ONG française Reporters sans frontières.

Les réseaux sociaux sont un des instruments privilégiés de la marginalisation en cours des médias traditionnels par le pouvoir : quand Donald Trump ou Barack Obama peuvent s'adresser directement à plusieurs dizaines de millions d'électeurs via leur profil personnel sur telle ou telle plateforme, pourquoi s'encombrer de la médiation critique d'une interview par un journaliste ? Dans cette compétition pour capter l'attention du public, les médias traditionnels sont aujourd'hui mal en point : des études d'audience montrent que seuls 20 % des personnes interrogées aux USA ont confiance en leurs informations. Les médias « de référence » disposent pourtant d'une expérience et de repères éthiques pour la recherche et le traitement des informations, sur lesquels ils peuvent se refonder pour témoigner de la nécessité de leur travail. Et prouver que les faits qu'ils portent à la connaissance du public ne sont au service de personne en particulier, mais au bénéfice de tous.

La Fondation Hironnelle au Myanmar

La Fondation Hironnelle a démarré ses activités au Myanmar en 2016, pour soutenir un secteur médiatique professionnel qui donne la parole à toute la population, dans un contexte historique délicat de transition démocratique. Un partenariat avec le Parlement (*Hluttaw*) permet de travailler sur la compréhension du processus politique par les Birmans, grâce à un meilleur accès à l'information. La Fondation Hironnelle travaille également avec des groupes ethniques impliqués dans le processus de paix pour améliorer la couverture médiatique de ce processus complexe.

Depuis 2017, la Fondation Hironnelle met en œuvre avec son partenaire *Frontier Myanmar* un programme sur les droits de l'homme financé par l'ambassade des Pays-Bas. *Frontier* produit un magazine hebdomadaire en anglais, ainsi qu'un site web en anglais et en birman. Notre programme comprend de la formation pour les journalistes et les médias ethniques, ainsi que la production d'un podcast radiophonique hebdomadaire. Ce podcast, sera diffusé à partir d'octobre 2017. L'émission fera notamment entendre la voix des femmes et des personnes marginalisées, pour contribuer au dialogue national et contrer les stéréotypes négatifs. Les podcasts seront produits et diffusés en partenariat avec un réseau de médias ethniques, en commençant par la région de Magwe et l'État de Rakhine. Cet État est particulièrement important compte tenu des violences actuelles et violations des droits de l'homme visant la minorité ethnique Rohingya.

En savoir plus :
<http://frontiermyanmar.net>



Dans les rues de Putao, au nord du Myanmar © Frontier Media / Ann Wang

L'ACCÈS À L'INFORMATION : UN DÉFI MAJEUR AU MYANMAR

Deux ans après le retour de la démocratie au Myanmar, **Sonny Swe**, directeur général et co-fondateur de l'hebdomadaire *Frontier Myanmar*, décrit les relations entre son magazine indépendant et les représentants de l'État.

Au terme d'un demi-siècle de dictature militaire et deux ans après le retour de la démocratie électorale, comment se porte la liberté de la presse au Myanmar ?

Sonny Swe : La presse est relativement libre. Il y a cinq ans, le gouvernement Thein Sein a aboli la censure avant-publication. Depuis lors, nous avons pu prendre nos décisions éditoriales de façon autonome. Les médias qui souhaitent entreprendre des reportages indépendants et impartiaux sur des sujets importants ont la possibilité de le faire.

Cela dit, de nombreuses menaces pèsent encore sur la liberté de la presse. Plusieurs lois anciennes – et même certaines récentes – sont susceptibles de causer de graves ennuis aux journalistes. La menace la plus importante réside dans la loi de 2013 sur les Télécommunications, qui prévoit une peine de trois ans de prison pour diffamation. Et la liberté est moins grande dans le secteur audiovisuel que dans la presse écrite et en ligne. Le gouvernement contrôle encore étroitement les licences de diffusion, et la plupart des diffuseurs n'osent pas aborder les sujets réputés sensibles.

Dans votre travail d'investigation, rencontrez-vous des résistances du gouvernement ?

L'accès à l'information est un défi majeur au Myanmar. La plupart des membres du

gouvernement LND (Ligue nationale pour la démocratie), dont Aung San Suu Kyi, ne parlent presque jamais aux médias. La LND restreint aussi l'accès au Parlement et n'autorise que rarement ses députés à s'adresser à la presse. Quant aux fonctionnaires, ils hésitent encore à donner des informations ou des interviews aux journalistes. Cela génère des décisions difficiles à prendre pour notre rédaction. Par exemple, faut-il attendre de publier un article dans l'espoir de pouvoir y inclure un hypothétique point de vue gouvernemental, ou le publier sans ce point de vue ? Pendant que nous hésitons, les médias d'État diffusent la propagande du gouvernement...

Quel peut être l'apport d'un média indépendant comme *Frontier* à la transition démocratique au Myanmar ?

Comme la LND a la main sur le gouvernement et sur le Parlement, il est difficile de surveiller rigoureusement ses activités. Or les médias et la société civile sont les deux seules entités aptes à contrôler ces institutions. La LND est également attentive à ne rien faire qui puisse altérer ses relations avec l'armée. La société civile et les médias ont donc aussi un important rôle à jouer pour surveiller les activités de cette institution qui reste très puissante au Myanmar.

“The truth, no matter how bad, is never as dangerous as a lie in the long run.”

BEN BRADLEE



Le mur des prix Pulitzer dans les nouveaux bureaux du *Washington Post*, à Washington D.C., en mars 2016 © AFP or licensors

RENDRE LE POUVOIR RESPONSABLE DE SES ACTES, C'EST LE RÔLE DES MÉDIAS

Philip Bennett, professeur de Journalisme et politiques publiques à l'université Duke (Caroline du Nord) et ex-rédacteur en chef adjoint du *Washington Post* (2005-2009), analyse les relations actuelles entre médias et pouvoir.

La période actuelle, notamment aux Etats-Unis, est marquée par une défiance des gouvernements envers les médias. Comment situez-vous ce moment dans l'histoire ?

Philip Bennett : Quand l'Internet a émergé en tant que média de masse dans les années 2000, l'espoir était immense d'une plus grande liberté de l'information : tout le monde pouvait avoir accès à l'information, découvrir de nouveaux faits et trouver la vérité. Mais dans les années 2010, l'Internet est aussi apparu comme un outil pour diffuser de fausses informations et contrôler l'opinion. Aux Etats-Unis, Barack Obama a fait un usage très efficace de la communication directe que permettent les réseaux sociaux. Dans un style très différent, Donald Trump a pris l'habitude d'attaquer ses ennemis, de mettre en cause les faits et d'annoncer de nouvelles politiques en 140 signes – puissant moyen de prévenir le débat public sur ses décisions.

Les hommes politiques ont toujours essayé d'utiliser les nouvelles technologies pour façonner la réalité et transmettre des messages directement au public : dès les années 1930, Hitler, Churchill ou F. Roosevelt ont eu cet usage de la radio. Ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est que les réseaux sociaux permettent d'envoyer des messages à certaines audiences ciblées, et à ces audiences de communiquer entre elles. Il y a une tendance croissante des gouvernements dans certains pays démocratiques à intervenir dans le travail des médias, et à mettre en

œuvre des stratégies sapant la confiance que le public a en eux. Les attaques constantes de Trump contre les médias en sont un exemple. De façon plus subtile, l'administration Obama faisait pression sur les médias en menant des enquêtes sur les fuites d'informations.

Les médias traditionnels peuvent-ils résister à ces attaques par des gouvernements ?

Ils devraient essayer. C'est l'un des principaux défis qui se pose à la démocratie : existe-t-il encore une mise en question publique du pouvoir politique par les médias ? Nous assistons à une guerre mondiale de l'information entre différents acteurs – gouvernements, multinationales, ONG... Les médias traditionnels participent à cette guerre, mais ils ne la dominent plus. Leur meilleure arme est un ensemble de principes établis pour prouver qu'ils servent l'intérêt général : être transparent, éviter les conflits d'intérêt, séparer les faits et les opinions.

Tel est le sens du Washington Post Standards and Ethics (voir ci-contre), par exemple, créé à la fin du XX^e siècle pour permettre aux journalistes d'élargir le champ de leurs investigations sans être accusés de favoritisme. En effet, le rôle principal des médias reste de rendre le pouvoir responsable de ses actes. Le meilleur moyen de le faire n'est pas de devenir un média d'opposition, mais de rester un média désintéressé dont le but est de publier des histoires vraies que le gouvernement veut garder secrètes mais que le public doit connaître.

The Washington Post Standards and Ethics

Publié en 1999, The Washington Post Standards and Ethics (code déontologique du *Washington Post*) stipule :

« Le *Washington Post* est engagé dans une quête active, responsable et juste de la vérité, sans craindre ni favoriser quelque intérêt que ce soit. (...) Nous n'acceptons aucun cadeau de nos sources. (...) Tous les reporters et éditeurs doivent divulguer à leur responsable tout intérêt financier susceptible d'entrer en conflit avec leurs devoirs journalistiques. (...) Le *Washington Post* s'engage à divulguer ses sources d'information quand cela est possible. (...) Nous évitons de nous impliquer dans des causes partisans qui pourraient compromettre notre aptitude à écrire ou à éditer de façon impartiale. (...) La séparation entre les rubriques d'informations et les pages d'éditoriaux et opinions est affirmée de façon solennelle. (...) Le *Washington Post* est vivement préoccupé par l'intérêt national. Nous croyons que cet intérêt est mieux servi par la diffusion la plus large possible de l'information. (...) Le journal ne sera l'allié d'aucun intérêt particulier, mais proposera une perspective juste, libre et saine sur les personnes et affaires publiques ».

Ces principes ont été complétés en 2011 par des « Recommandations de publication en ligne » destinées à « maintenir la crédibilité » des journalistes du Post sur les réseaux sociaux.



Conférence de rédaction à Radio Ndeke Luka, Bangui, février 2017 © Marc Ellison

RADIO NDEKE LUKA, PREMIÈRE RADIO DE CENTRAFRIQUE

La première étude d'audience nationale réalisée en RCA en juin 2017 informe sur l'importance de Radio Ndeke Luka et sur les pratiques, besoins et attentes des auditeurs centrafricains en matière d'information.

Une série de 5 *focus groups* organisés par Radio Ndeke Luka (RNL) à Bangui, Boda, Bouar, et Bozoum, et un sondage indépendant effectué par la société IMMAR à Bangui, Bambari, Bouar et Mbaïki, ont été réalisés entre mai et juillet 2017. L'objectif principal : mieux connaître les habitudes des auditeurs et les besoins d'information des Centrafricains. Les résultats : la radio demeure le premier média du pays, et Radio Ndeke Luka le média leader avec plus de 60 % de la population de plus de 15 ans qui l'écoute chaque jour sur la zone sondée par IMMAR. RNL est aussi la première radio sur Bangui (59 %), loin devant les autres médias internationaux et nationaux présents dans cette ville.

Une majorité d'auditeurs affirment que RNL leur permet de mieux comprendre le pays et son fonctionnement, d'avoir accès à des informations objectives et neutres et de s'intéresser à toutes les régions et populations de Centrafrique. Cette étude d'audience est un extraordinaire outil d'apprentissage pour les journalistes et l'équipe de Radio Ndeke Luka, de partage avec la population, de consolidation et de pérennisation du projet. Dans la foulée de cette étude, une série d'avancées vont intervenir pour RNL avec le lancement d'une nouvelle grille de programmes à l'automne 2017, le lancement d'un nouveau site web et la systématisation des rencontres avec la population à partir de 2018.

COUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE

La Fondation Hironnelle a couvert les travaux de la 43^e Assemblée parlementaire de la Francophonie qui s'est tenue en juillet à Luxembourg.

Du 6 au 12 juillet derniers à Luxembourg, la Fondation Hironnelle a dépêché une équipe médiatique à la 43^e Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), qui célébrait cette année ses 50 ans sur le thème des « diversités linguistiques, culturelles et d'identité(s) ». Une rédaction de 4 journalistes africains issus de nos médias ou de médias partenaires, encadrée par un rédacteur en chef, en a couvert les travaux. Leurs reportages ont été diffusés par nos médias, Studio Tamani au Mali, Studio Kalangou au Niger, par notre réseau de 120 médias partenaires en RD Congo, et par le service public burkinabé.

Notre rédaction a également suivi de jeunes Africains participant à la 8^e édition du Parlement francophone des jeunes, qui se tenait en parallèle de l'APF. Lors de débats et d'ateliers, ces jeunes ont pu approfondir leurs compétences en matière d'éducation, d'égalité femme-homme ou d'entrepreneuriat numérique. En partenariat avec Vivendi et Canal +, notre rédaction a réalisé des vidéos quotidiennes sur ces jeunes, leurs perceptions, leurs espoirs. Ces vidéos ont été diffusées sur le site Culture(s) With Vivendi et sur Dailymotion.

Nouveau site Internet

Depuis le 29 juin, le nouveau site Internet de la Fondation Hironnelle est en ligne. Notre mission et nos activités ont été reformulées pour mieux expliciter l'impact de notre action. Nos contributions ont été déclinées par domaines et thématiques pour souligner le rôle du journalisme et de l'accès à l'information dans plusieurs domaines clés de l'aide au développement et de l'action humanitaire. Les contenus ont été entièrement réécrits et enrichis, pour présenter nos projets, notre approche, nos expertises, nos thématiques prioritaires. Chiffres clés, témoignages et vidéos illustrent l'utilité vitale de l'information et du dialogue pour les hommes et femmes confrontés à des crises majeures à travers le monde. La ligne graphique a été mise à jour avec de nouveaux logos pour la Fondation et ses médias. La nouvelle maquette, moderne et colorée, fait la part belle aux photos issues de nos médias et terrains d'intervention. Le lancement de ce nouveau site Internet est l'aboutissement d'un travail de reformulation de la communication de la Fondation Hironnelle réalisé au premier semestre 2017.

Url (inchangée) : <http://hironnelle.org>

La Fondation Hironnelle est une organisation suisse à but non lucratif qui fournit de l'information à des populations confrontées à des crises, pour leur permettre d'agir dans leur vie quotidienne et citoyenne. Active dans 18 pays sur 3 continents depuis sa création en 1995, elle est basée à Lausanne.

Impressum

Quoi de neuf ?
Publication trimestrielle
de la Fondation Hironnelle

Directrice de la publication :
Caroline Vuillemin

Conception, rédaction :
Nicolas Boissez
Benjamin Bibas / la fabrique documentaire

Avenue du Temple 19C
1012 Lausanne, Suisse

hironnelle.org
info@hironnelle.org
T. + 41 21 654 20 20

Crédit Suisse AG
IBAN : CH05 0483 5041 8522 8100 5